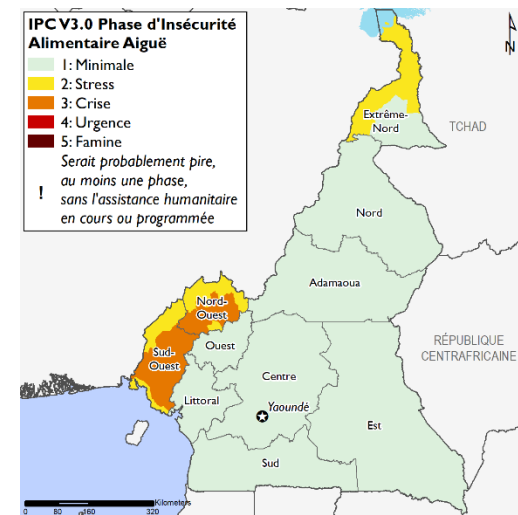


*En dépit d'une production moyenne, insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) dans les régions anglophones*

**MESSAGES CLÉS**

- La majorité des ménages pauvres dans le pays sont en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC), disposant de stocks issus de leur propre production pour avoir une alimentation typique jusqu'en mars. Ils traverseront une période de soudure typique en attente des récoltes estimées moyenne en juillet.
- Néanmoins, dans les départements de forte présence de PDIs ou de réfugiés (régions de l'Ouest et de Adamaoua) et les arrondissements de l'Extrême-Nord victimes des inondations et des pillages de Boko Haram, la dégradation de l'accès alimentaires et des revenus pousseront les ménages pauvres à adopter des stratégies de Stress (Phase 2 de l'IPC) entre février et mai. Entre juin et septembre, les premières récoltes contribueront à l'amélioration de la consommation dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua, dans l'Extrême-Nord par contre, la situation de stress va persister durant toute la période.
- Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en conflits, l'épuisement précoce des stocks des ménages dès février, l'accès limité aux champs et la baisse du pouvoir d'achat face au niveau élevé des prix dans les centres urbains continueront d'exposer les ménages défavorisés à l'insécurité alimentaires aigue Crise (Phase 3 de l'IPC) entre février et septembre. La persistance du conflit entrainera pour la quatrième saison consécutive une baisse des productions des ménages et de leurs moyens d'existence.

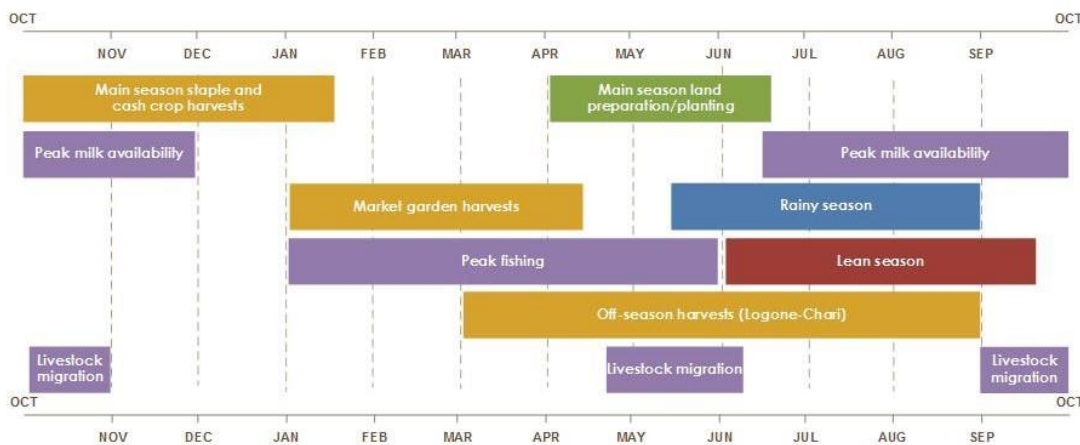
Sécurité alimentaire courante, février 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE/EXTREME NORD**



## CONTEXTE NATIONAL

### Situation actuelle

La dernière saison agricole s'est bien déroulée globalement dans les différentes régions du pays avec des niveaux de productions moyens à supérieurs sauf dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en conflit et localement dans les arrondissements de l'Extrême-Nord victimes des inondations ou sous les pillages et exactions de Boko Haram. En dépit des conditions agro-climatiques favorables, le niveau jugé bas des prix enregistrés depuis l'année écoulée pour certaines spéculations, n'a pas encourager les gros producteurs à maintenir ou accroître leurs superficies. Ainsi, la production de niébé dans le département de Mayo Danay enregistre une baisse d'environ 20 pourcent comparé à l'année passée, pourtant toujours à un niveau supérieur à la moyenne. Dans la région de l'Adamaoua, la production de maïs enregistre une légère baisse par rapport à l'année passée. Dans le département du Noun (région de l'Ouest), les difficultés d'approvisionnement en semences à partir de la région du Nord-Ouest, ont entraîné une baisse de la production de pomme de terre en 2019 par rapport à l'année d'avant.

Des inondations du fleuve Logone enregistrée en novembre 2019 dans l'Extrême-Nord ont affecté plus de 40 000 personnes et ont contribué à la réduction des superficies et donc de la production de cultures de saison sèche comparativement à l'année passée.

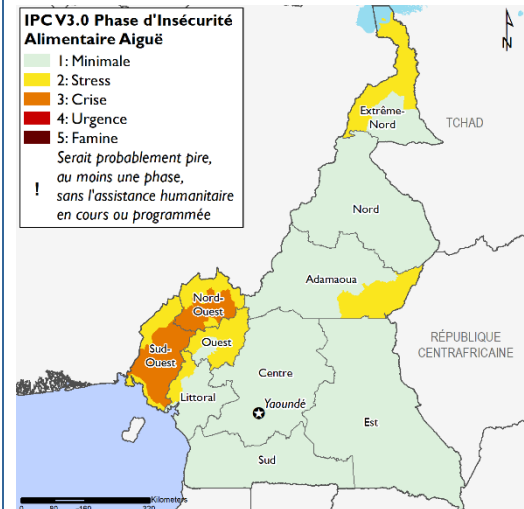
Dans le reste du pays, avec la fin tardive des pluies en novembre, les points d'eau sont à un niveau de remplissage suffisant pour permettre un bon déroulement des productions de saison sèche, notamment les fruits et légumes et le riz irrigué.

La disponibilité de fourrage et d'eau est satisfaisante pour permettre un embonpoint de bétail typique et une production laitière moyenne entre mars et mai. Toutefois, l'insécurité dans l'Extrême-Nord et le conflit dans les régions anglophones ont contraint les gros éleveurs à migrer vers les régions plus sûres dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua. Cela pourrait accentuer les conflits agriculteurs-éleveurs dans ces zones d'accueil en raison de la concurrence accrue sur les pâturages et les ressources en eau.

Les ménages pauvres disposent encore de stocks suffisants issus de leur propre production pour avoir une alimentation typique jusqu'en mars. Ils dépendent donc moins des marchés comme habituellement et les marchés sont bien approvisionnés en denrée de base excepté les marchés urbains des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. La demande en denrées sur les marchés reste principalement urbaine. Les commerçants disposent encore de stocks issus de la saison écoulée et arrivent à satisfaire la demande des unités industrielles de brasserie et de production d'aliment volaille sans que cela entraîne un disfonctionnement du marché. Suite à la réduction des flux sortants de bétails et de produits agricoles vers le Nigeria en raison du conflit à l'Ouest et des exactions de Boko Haram au nord, les grands centres urbains de Douala et Yaoundé et les pays voisins (Tchad, Centrafrique, Gabon et Guinée Equatoriale) sont devenus les principales destinations.

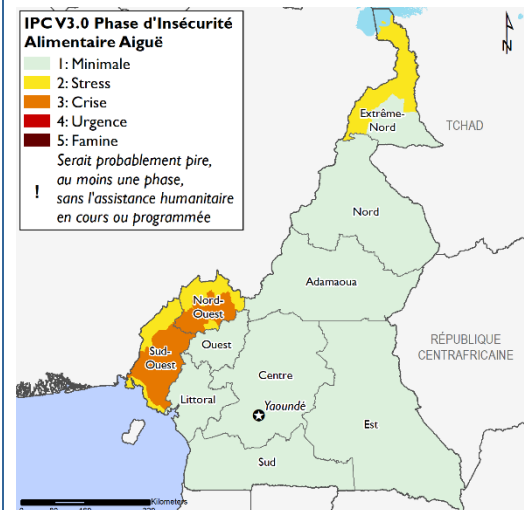
Avec une offre supérieure à la demande, les prix des produits agricoles sont globalement en dessous de leurs niveaux de l'année écoulée et de la moyenne quinquennale. Par exemple, sur les principaux marchés de la région de l'Extrême-Nord, les prix du sorgho (pluvial et saison sèche) et du maïs en janvier étaient en baisse par rapport à la moyenne quinquennale, respectivement de 23 et 13 pour cent. Cependant, dans les départements de l'Ouest et de l'Adamaoua, qui accueillent les

### Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, Février à mai 2020



Source: FEWS NET

### Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

déplacés internes des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, la hausse de la demande, entraîne une hausse des prix. Par exemples, sur le marché de Banyo dans le département du Mayo Banyo (avec 6301 PDI), le prix du maïs en décembre était en hausse de 28 pour cent par rapport à l'année passée. Dans le département de la Menoua, les prix du haricot et de la pomme de terre ont augmenté respectivement de 19 et 33 pour cent en décembre par rapport à l'année passée. Dans le département du Mbéré où les réfugiés centrafricains représentent près de 19 pour cent de la population, les prix du maïs et du manioc ont augmenté en décembre de 20 et 25 pour cent respectivement comparé à la même période de l'année passée.

Les revenus des ménages qui proviennent principalement de la vente des produits agricoles sont dans l'ensemble inférieurs à la moyenne du fait de la baisse des prix. En raison du bon embonpoint des animaux et de la disponibilité de stocks alimentaires, les éleveurs peuvent bien négocier les prix sur les marchés. Sur les marchés à bétail de Maroua, Yagoua, Mokolo et Moulvoudaye, on notait au mois de janvier une amélioration des prix en moyenne de 14 pour cent pour les taureaux et 17 pour cent pour les béliers et bouc par rapport à l'année passée à la même période. Les ménages pauvres peuvent aussi compter sur la vente des produits de cueillette et autres produits de la forêt. Toutefois, en raison des coûts de transport élevés lié aux mauvais états des routes, les acheteurs ne sont pas disposés à les proposer des prix intéressants. Les autres sources de revenu proviennent de la vente ou de la main-d'œuvre issus des activités maraichères et de pêche, du transport par taxi-moto dans les villes, du petit commerce de produits agricoles et de la vente de bois et ou charbon de bois.

La situation sécuritaire reste préoccupante dans le pays, en particulier dans la région de l'Extrême-Nord exposés aux menaces de Boko Haram et dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest où les groupes armés séparatistes s'opposent à l'armée régulière, érigent des barrières routières et imposent des journées dites « mortes ». Si le nombre d'incidents de sécurité a globalement diminué de 15 pour cent comparativement à 2018, la situation sécuritaire dans l'Extrême Nord connaît néanmoins une détérioration dans les départements de Mayo Sava et Logone-et-Chari avec respectivement 166 et 40 incidents enregistrés en 2019 contre respectivement 132 et 18 en 2018. Depuis les deux derniers mois, il y a une recrudescence des incursions de Boko Haram avec des enlèvements, des attentats suicides et des pillages de biens des populations des trois départements (Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone & Chari).

La mise à jour des statistiques de déplacés en janvier (UNHCR), indiquait près de 977000 PDI dont 70 pour cent liés au conflit en régions anglophones et 30 du fait de Boko Haram. La région de l'Extrême-Nord compte près de 110000 réfugiés nigériens et près de 272000 réfugiés centrafricains sont présents dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord. Les PDI habitent dans des familles d'accueil ou sont installés de façons autonomes au sein de la communauté. 56 pour cent des réfugiés nigériens sont sur le site de Minawao et 29 pour cent des réfugiés centrafricains sont sur différents sites aménagés. Dans l'ensemble, la tendance est à l'augmentation du nombre de PDI et de réfugiés car la situation sécuritaire précaire aussi bien dans le pays que dans les pays voisins, ne favorise pas des mouvements importants de retours.

Grace aux stocks issus de leur propre production, et de la baisse saisonnière des prix sur les marchés, la plupart des ménages pauvres dans le pays sont en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC). Toutefois, des populations ne représentant pas le seuil de 20% pour mener la classification de la zone, victimes de pauvre production et de baisse de pouvoir d'achats sont en insécurité alimentaire de Stress (IPC Phase 2). Dans l'Extrême-Nord, la baisse de production des cultures de saisons sèche due aux inondations et aux incursions de Boko Haram entraîne une insécurité alimentaire de Stress (IPC Phase 2). Les ménages pauvres hôtes et les PDI dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest se trouvent en Crise (IPC Phase 3) suite à l'insécurité qui limite les activités agricoles et engendre des hausses de prix dans les centres urbains de la zone.

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de février 2020 à septembre 2020 se base sur des suppositions fondamentales, par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont :

**Pluviométrie** : les prévisions saisonnières disponibles pour la période de février à avril et d'avril à juin (NMME, précipitation anomalies) indiquent une installation à temps des pluies et une totale cumulative de précipitation près de la moyenne.

**Situation pastorale** : Les niveaux actuels de pâturage et d'eau sont suffisants pour soutenir les conditions normales de maintien de l'embonpoint du bétail et les mouvements typiques du bétail. Cependant, l'insécurité dans l'Extrême-Nord et les conflits dans les régions anglophones ont contraint de grands éleveurs à migrer vers des régions plus sûres dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua. Cela expose au risque d'accroissement des conflits entre agriculteurs et éleveurs et contribue à réduire les disponibilités de ressources alimentaires dans ces zones d'accueil pendant la période sèche. Mais cette situation connaîtra une amélioration entre avril et septembre avec la régénération des pâturages en lien avec la reprise de la saison de pluie dès mars/avril.

**Production agricole :** Dans l'ensemble des régions, les activités maraichères et d'irrigation continueront normalement jusqu'en avril. Malgré l'implantation tardive des cultures de sorgho de saison sèche et la réduction des superficies dans le département de Logone-Et-Chari, les productions attendues en février et mars devraient demeurer similaires à la moyenne quinquennale à l'échelle régionale. La région de l'Ouest pourrait continuer à profiter de la disponibilité de main-d'œuvre liée à la présence de PDI, du soutien à la production et de la hausse de la part d'exportation (au détriment des zones en conflit) vers le Congo et le Gabon pour accroître sa production de tomate, de haricot. Cependant, les difficultés d'approvisionnement en semences de pomme de terre à partir du Nord-Ouest pourraient limiter cette production.

**Production des produits d'exportation :** Avec le conflit en cours dans les régions anglophones, l'accès aux champs par les ménages continuera d'être limité. De plus, la réduction des subventions des intrants par le gouvernement et les compagnies de l'agro-industrie, contribueront à entraîner une production nationale de cacao et d'huile de palme en dessous de la moyenne, car en 2014 avant la crise, la part productive de ces régions atteignait respectivement 70 et 47 pour cent.

**Stocks des ménages :** La plupart des ménages pauvres au niveau national auront des stocks moyens ou supérieurs à la moyenne de leur propre production céréalière. Les exceptions concernent les ménages pauvres du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et ceux des arrondissements de l'extrême-Nord victimes des inondations ou des pillages de Boko Haram.

**Approvisionnement des marchés en denrées de base :** L'approvisionnement de céréales restera globalement au-dessus de la moyenne en raison des productions moyennes à supérieures et de l'existence de stocks reports auprès des commerçants grossiste. Néanmoins dans centre urbains des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, les difficultés d'approvisionnement à partir des bassins de production, maintiendront les niveaux de stocks plus bas dans ces centres.

**Approvisionnement des marchés de bétail :** Dans la perspective d'une soudure typique, les ménages ne seront pas contraints de vendre plus d'animaux. Par conséquent l'offre de bétail demeurera similaire à la moyenne.

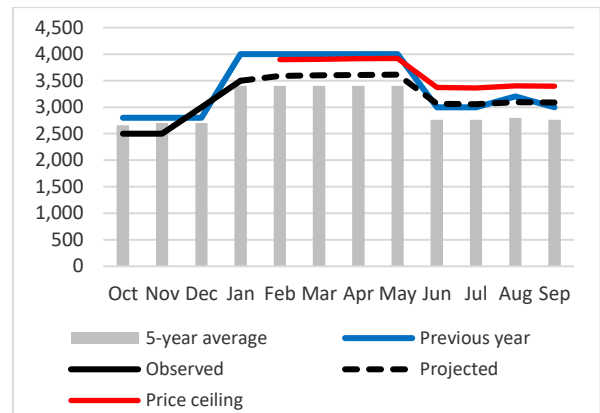
**Prix des denrées de base :** La tendance actuelle des prix en-dessous de la moyenne devrait se poursuivre jusqu'en septembre. Cependant dans les centres urbains du Nord-Ouest et Sud-Ouest et dans les départements d'accueil de PDI ou de réfugiés dans les régions de l'Ouest (Menoua, Ndé, Noun) et de l'Adamaoua (Mayo Banyo et Mbéré), la hausse de la demande maintiendra les prix au-dessus de la moyenne jusqu'en septembre.

**Prix du bétail :** Avec la hausse de la demande pendant les fêtes musulmanes en juin et en juillet, l'amélioration des états d'embonpoint avec la régénération des pâturages, les prix du bétail vont demeurer au-dessus de l'année passée. Par conséquent, avec les prix des denrées de base en-dessous de la moyenne, les termes de l'échange devraient être supérieurs à la normale et en faveur des éleveurs.

**Revenu des ménages :** En raison des coûts de transports élevés pour atteindre les producteurs, les acheteurs leurs offres des prix bas. Ainsi, avec une évolution des prix en-dessous de la moyenne, les revenus des ménages seront inférieurs à la moyenne malgré l'augmentation de leurs productions. La baisse de prix pour la deuxième année consécutive pourrait décourager les gros producteurs et les amener à réduire les surfaces à emblaver, ce qui réduira les revenus de la main-d'œuvre agricole pendant la saison à venir. Les ménages pauvres pourront néanmoins compter sur la vente des produits de la forêt. Jusqu'en septembre, la demande de bois et de charbon restera plus forte que la normale, surtout dans les centres urbains qui accueillent les déplacés.

**Déplacements :** La persistance du conflit dans les régions anglophones et les recrudescences des incursions de Boko Haram dans l'Extrême-Nord accroîtra le nombre de PDIs et freinera les mouvements retours vers les zones d'origine. Les rapatriements des réfugiés centrafricains ont été timide l'année passée et les risques de tension en lien avec élections prévues en fin d'année en République Centrafricaine ne sont pas de nature à favoriser les retours volontaires au cours de 2020.

**Figure 2.** Projection de prix du maïs sur le marché principal de Bamenda (XAF/18Kg)



Source: FEWS NET

**Assistance Humanitaire** : L'assistance alimentaire prévue entre février et septembre dans l'Extrême-Nord (vivres et cash) devrait toucher les près de 5 pour cent de la population. Il est aussi prévu le maintien de l'assistance aux réfugiés dans les sites, mais depuis l'année passée, 80 pour cent du panier est couvert. Les planifications en faveur des PDI dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest ne sont pas encore disponibles.

### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Excepté les PDI et ménages pauvres des régions en conflits, la majorité des ménages pauvres dans les différentes régions disposent des stocks de leur propre production pour avoir une alimentation normale et sont en insécurité alimentaire Minimal (Phase 1 de l'IPC). Toutefois, des ménages pauvres dans la majorité des départements qui sont victimes d'une baisse de production et de revenus, comprenant moins de 20 pour cent de la population, seront en Stress (Phase 2 de l'IPC) pendant toute la période de projection.

Entre février et mai, les productions de saison sèche et le niveau des prix en-dessous de la moyenne contribueront à favoriser une alimentation typique pendant cette période. La soudure interviendra comme en année normale entre mars et mai dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et de l'Ouest et entre juin et août dans les régions du Nord et globalement dans l'Extrême-Nord. Cependant avec la baisse des revenus tirés de la vente des produits agricoles et des produits de cueillette, le pouvoir d'achat pour les aliments importés et les biens non alimentaires (intrants et semences) sera réduit. Toutefois, dans les départements de forte présence de PDI (Noun, Ndé et Menoua dans la région de l'Ouest) ou de réfugiés (Mbéré dans l'Adamaoua) et les arrondissements de l'Extrême-Nord victimes des inondations (Zina, Kai-Kai, Manga) et des pillages (Fotokol, Mayo-Moskoto, Blangoua, Kolofata Mora, Mayo-Moskoto,) la dégradation de l'accès alimentaires et des revenus pousseront les ménages pauvres à adopter des stratégies de Stress (Phase 2 de l'IPC) tels que la réduction de la quantité de nourriture et du nombre de repas consommées par jour.

Entre juin et septembre, exceptés l'Extrême-Nord et les régions en conflit les récoltes de la première saison devraient contribuer à l'amélioration de la consommation des ménages. Cependant, dans l'Extrême-Nord, les ménages pauvres vont devoir compter sur la vente de leurs animaux, de la vente du bois et charbon, des revenus du petit commerce et de la main-d'œuvre agricole. Avec des termes de l'échange en leur faveur et l'assistance planifiée ils pourront maintenir les stratégies de stress jusqu'en septembre et demeurer en insécurité alimentaire aigue Stress (Phase 2 de l'IPC).

Dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest décrites plus en détails ci-dessous, l'épuisement précoce des stocks entrainera une soudure plus longue entre février et juin (contre mars et mai habituellement) en attendant une amélioration avec l'accès aux récoltes de la première saison en juillet. Néanmoins, la production estimée en-dessous de la moyenne des productions agricoles, ainsi que la hausse des prix sur les marchés et la baisse de pouvoir d'achat des ménages pauvres dans les centres urbains de ces régions, contribueront à maintenir l'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'en septembre.

### *Évènements qui pourraient changer les scénarios*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Des pluies irrégulières en début de saison	Une irrégularité des pluies en début de saison pourrait entrainer une réduction des superfines emblavées pour la première saison. Elle favorisera aussi un développement de la chenille légionnaire, ce qui va réduire les rendements. Dans l'ensemble, les récoltes pourraient être retardées en juillet et pourraient être inférieures à la moyenne. La période de soudure restera ainsi plus longue.
Zones de forte présence de PDI et réfugiés	Une couverture plus large d'au moins 50% de l'assistance dans les zones d'accueil de PDI et de réfugiés	Cela contribuerait à améliorer la consommation alimentaire des ménages et à réduire leur dépendance des marchés. Cette baisse de la demande favoriserait des niveaux de prix similaires ou en-dessous de la moyenne et contribuera ainsi à améliorer l'accès alimentaires des ménages

## ZONES DE PREOCCUPATION

### Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, zone de moyens d'existence CM09

#### Situation actuelle

Le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest continue d'empêcher les ménages d'accéder à leurs champs. Par rapport à une année normale, le début de la saison agricole 2020 est timide dans la plupart des localités de la région où une série de jours de « ville morte » en février destinées à boycotter les élections a exacerbé la situation sécuritaire, ce qui entrave encore les activités de préparation des champs comme le défrichage et le labour. Les activités de préparation des champs sont en cours pour des cultures de base comme le maïs, la pomme de terre et les haricots.

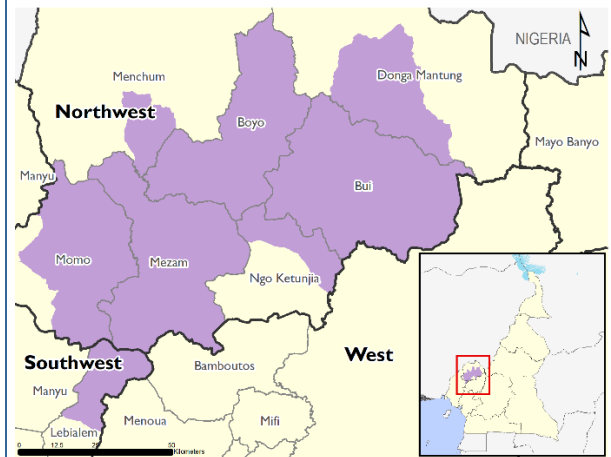
La main-d'œuvre agricole est atypiquement rare malgré une augmentation de 40 à 50 pour cent du salaire journalier par rapport à une année normale, due au risque élevé pour les travailleurs. En raison du déplacement de la population active et du recrutement de jeunes dans des groupes armés non étatiques, y compris le faible afflux de travailleurs saisonniers en provenance du Nigéria par crainte d'être kidnappé ou tué, l'offre de main-d'œuvre agricole est inférieure à la moyenne, en particulier dans les zones rurales. De plus, les tracteurs agricoles ne peuvent pas accéder aux exploitations en raison de blocages routiers entraînant une faible production dans les bassins de production (Bui, Mezam, Donga Mantung, Momo et Menchum).

La production animale est inférieure à la normale, d'où une baisse de 40 à 50 pour cent de la disponibilité des produits animaux comme la viande et le lait, ce qui explique la fermeture de certains marchés de bétail. Cette baisse production animale est due au mouvement atypique des troupeaux vers les régions d'Adamaoua et de l'Ouest pour éviter le vol, la saisie de bétail et l'enlèvement des éleveurs par les groupes armés non étatiques. Le mouvement du bétail dans ces régions voisines affecte négativement la productivité du troupeau dans ces régions en raison de la compétition pour des ressources comme les pâturages et l'eau pour les bétails.

Pendant cette saison sèche, les ménages pauvres qui possèdent généralement entre 2 et 5 vaches ne peuvent pas accéder à des pâturages plus verts en raison de l'accès réduit aux vallées et aux plaines, les vaches présentent donc un mauvais état corporel.

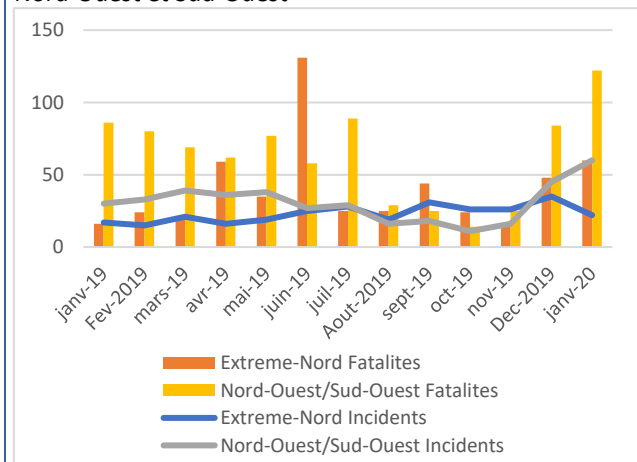
L'approvisionnement des denrées de base sur le marché diminue selon une tendance typique, bien que nettement inférieure à celle d'une année normale, en particulier sur les marchés urbains. Les flux commerciaux entre les zones rurales et les marchés urbains sont en train de diminuer, car l'insécurité et les blocages routiers empêchent les grossistes d'accéder aux bassins de production ruraux. Le nombre de jours de marché et l'accès aux marchés sont réduits en raison des multiples jours de « villes mortes » imposés à la population. Les flux commerciaux d'aliments de base produits localement comme le maïs provenant de grands bassins de production de Bui, Mezam, Donga Mantung vers les régions du Sud-Ouest, du Littoral et du Centre, et vers la République Centrafricaine, le Nigéria et le Gabon sont

**Figure 3.** Carte de zone de moyen d'existence 09, régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest



Source: FEWS NET

**Figure 4.** Evolution des incidents et fatalités en 2019 au Nord-Ouest et Sud-Ouest



Source: FEWS NET/ACLED data

considérablement réduits par rapport à une année normale. Depuis 2018, la plupart des marchés ruraux sont moins approvisionnés en riz importé de Douala à cause des blocages routiers et de la destruction des camions de transport.

Les prix des denrées alimentaires de base sur les marchés urbains sont supérieurs comparé au prix de maïs de la même période au cours d'une année sans conflit. Le prix du riz généralement fourni par le port de Douala enregistre en février une hausse de 20 à 30 pour cent dans les centres urbains par rapport au prix moyen avant la crise. Dans les centres urbains où la demande est plus forte que l'offre les prix moyens des denrées de base en février sont supérieurs à leurs niveaux habituels d'avant la crise : en moyenne 32 pour cent pour le maïs, 40 pour cent pour le haricot, 50 pour cent pour la pomme de terre, 44 pour cent pour le poisson et 25 pour cent pour l'huile de palme. Par contre, dans les bassins de production des départements de Ndop et Wum, le prix du maïs en février enregistre des baisses respectives de 25 et 12 pour cent. En effet, le blocage des routes empêche les acheteurs habituels d'atteindre ces zones. La circulation par motocyclette est parfois interdite et les producteurs sont souvent obligés de transporter leurs produits à pieds pour rejoindre les marchés accessibles.

Le revenu des ménages provenant des petits emplois, des activités agricoles et non agricoles est actuellement inférieur à la moyenne de revenu normal du ménage. Il y a généralement une réduction des opportunités d'emploi pour les ménages pauvres en raison d'un climat timide des affaires suite à la fermeture et du mauvais fonctionnement de la plupart des entreprises agro-industrielles à cause de l'insécurité et de l'augmentation des déplacements de la population active vers d'autres régions. Les ventes de produits agricoles suivent généralement une faiblesse saisonnière au cours de cette période par rapport aux mois suivant la récolte. Les revenus obtenus par les ménages pauvres sont actuellement inférieurs à la moyenne d'une année normale en raison de la faible production de la dernière saison et des stocks limités qui se sont épuisés plus rapidement en février contre mars-avril en année normale. Ces ménages (y compris ceux qui ont vendu leurs récoltes plus tôt à des bas prix afin de subvenir aux besoins scolaires de leurs enfants dans les régions sans crise) ont actuellement recours au petit commerce de produits non-agricoles.

Les revenus provenant de la vente des principales cultures commerciales comme le café et le cacao sont inférieurs à la normale en raison de la faible production. Les producteurs vendent à des prix inférieurs de 20 à 30 pour cent à des prix officiels en raison de la difficulté d'accéder aux débouchés commerciaux et aux coopératives, et en raison de la mauvaise qualité des produits résultant du mauvais fonctionnement des usines de transformation. Dans la mesure du possible, les ménages pauvres augmentent alternativement les revenus de la vente de bois de chauffage et de charbon de bois, ainsi que du maraîchage et de la petite volaille. En janvier 2020, 8 036 ménages du Nord-Ouest ont reçu une aide sous forme d'appui à l'agriculture et aux moyens de subsistance selon le Cluster sur la Sécurité Alimentaire. Comme les services de transfert d'argent restent fonctionnels et plus pratiques, certains pauvres dépendent à un moindre niveau des envois de fonds des relations dans d'autres villes en dehors de la région et de la diaspora.

Généralement, les revenus obtenus par les ménages pauvres sont inférieurs à la moyenne d'une année normale, ce qui affecte négativement leur pouvoir d'achat en ce qui concerne l'accès aux besoins de base et l'achat d'intrants agricoles pour la campagne agricole en cours.

Il est actuellement difficile d'obtenir de l'aide dans la plupart des zones reculées. Un certain nombre d'acteurs humanitaires ont reçu des menaces et certains ont récemment été kidnappés par des groupes armés non étatiques qui associent l'identification des bénéficiaires à la constitution d'une liste électorale pour les élections de février. En janvier, une aide alimentaire a été fournie à 20 et 3 pour cent des PDI respectivement dans le nord-ouest et le sud-ouest, atteignant moins de 3 pour cent de la population totale.

La plupart des ménages pauvres hôtes et des PDI dans la zone font face à des revenus en dessous de la moyenne, due à la diminution d'opportunités de main d'œuvre agricole, ainsi que des prix en hausse des denrées de base dans les centres urbains. Dans les régions rurales, les activités agricoles sont fortement perturbées à cause de l'insécurité et la production agricole est estimée en dessous de la moyenne. Les ménages dans cet zone font face à l'insécurité alimentaire aigue de Crise (IPC Phase 3).

### *Suppositions :*

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire dans la zone de février 2020 à septembre 2020, se fonde sur les hypothèses spécifiques suivantes :

- **Production végétale :** Avec le conflit en cours, les blocages routiers et le ville morte, l'accès des ménages aux champs sera limité. Les producteurs à faible pouvoir d'achat auront du mal à accéder aux intrants et aux semences. Ils bénéficieront également moins des subventions du gouvernement et des coopératives dont les services sont fermés ou ne fonctionnent pas. En conséquence, la production de la première campagne et probablement de la deuxième campagne commençant en août restera inférieure à la moyenne d'avant la crise. De plus, un accès limité aux champs empêche l'entretien des cultures

et cela contribuera aussi à réduire les rendements et la qualité de la récolte. Néanmoins, autour des villes plus accessibles où la main-d'œuvre est disponible, la production maraîchère pourrait être au-dessus de la moyenne grâce aussi au soutien des partenaires.

**Offre sur le marché** : niveau de l'offre sur le marché inférieur à la normale. Étant donné que les stocks du marché et des ménages continuent généralement de s'épuiser pendant la période de soudure, la baisse de l'offre sur le marché et l'augmentation de la demande pendant la période de soudure maintiendra très probablement le niveau des prix à un niveau supérieur à la moyenne jusqu'en juillet, lorsque de nouvelles récoltes sont attendues. Cependant, après la récolte, il est prévu que l'approvisionnement du marché en denrées alimentaires de base restera inférieur à celui d'avant la crise. Mis à part une production attendue inférieure à la normale au cours de la prochaine campagne agricole en raison du déplacement de la population agricole et de l'accès réduit aux exploitations agricoles, notamment des prix élevés des intrants, les blocages routiers pourraient continuer à entraver l'approvisionnement des marchés des bassins de production ruraux aux marchés urbains. En outre, l'offre sur le marché de produits importés, principalement du riz, qui représente 80 pour cent du riz consommé par les ménages pauvres, restera faible. En conséquence, les prix resteront élevés pour le riz (augmentation de 17 à 58 pour cent sur les marchés ruraux) et pour le maïs sur les marchés urbains. D'un autre côté, les prix des denrées alimentaires de base produites localement pourraient continuer de suivre une tendance à la baisse en raison des excédents du marché dus à la difficulté pour les acheteurs en gros d'accéder aux marchés ruraux. L'approvisionnement en poisson des ports maritimes de Limbé et de Douala pourrait continuer d'être affecté par un accès réduit à la région, tandis que l'approvisionnement en viande reste faible, le bétail restant déplacé vers les régions voisines.

- **Revenus pastoraux / Productions animales** : une pluviométrie normale prévue au cours de la prochaine campagne agricole favorisera la croissance des pâturages et les ressources en eau pour les ménages pastoraux pauvres qui n'ont pas relocalisé leur bétail dans les régions voisines. Cependant, la production animale restera inférieure à la normale en raison des difficultés d'accès aux services vétérinaires et aux compléments alimentaires résultant des barrages routiers et de l'insécurité. En outre, le commerce de bétail avec le Nigeria restera inférieur à la moyenne en raison de la fermeture des frontières et par crainte de vol. Par conséquent, les ménages pastoraux continueront d'avoir des revenus inférieurs à la normale provenant des activités d'élevage du bétail et les communautés pastorales qui dépendent principalement du bétail pour se nourrir et leurs revenus seront durement touchés. C'est particulièrement le cas de la communauté de Mbororo, où plus de 50 pour cent des ménages n'ont plus accès au lait et aux revenus de la vente du lait, soit à cause des départs des animaux en dehors de la zone, soit à cause du déplacement des ménages vers des zones urbaines où ils ne peuvent pas poursuivre leurs activités pastorales. Alors que le conflit persiste, il y aura peu de chances de retour des troupeaux d'Adamawa et de la région Ouest où certains éleveurs ont relocalisé leur troupeau pour des raisons de sécurité, ce qui peut conduire à une concurrence sur les ressources en eau et en pâturage pour les communautés hôtes déjà vulnérables et cela a un potentiel pour démarrer un conflit pastoral.

- **Evolution des moyens d'existence** : les ménages pauvres qui tiraient généralement des revenus de l'agriculture soit par la vente de produits agricoles, soit par la main-d'œuvre agricole rémunérée, continueront de rechercher des sources alternatives comme le petit commerce, y compris la vente de bois de chauffage ou de charbon. Cependant, il est prévu que les revenus des ménages provenant des ventes commerciales et des cultures vivrières au cours de la prochaine saison continueront d'être inférieurs à la normale en raison des faibles récoltes causées par un accès réduit aux exploitations agricoles et aux intrants agricoles et un accès réduit aux débouchés commerciaux en raison des barrages routiers. De plus, comme les stocks s'épuisent de manière atypique plus tôt dans la période de soudure, il est prévu que les ménages pauvres seront plus dépendants des achats sur le marché, même si leur pouvoir d'achat restera faible car les revenus des ménages restent inférieurs à la moyenne.

- **Prix des denrées de base** : En fait, le prix du maïs jaune à Bamenda est passé de 3000 en décembre à 3500 en février et pourrait continuer de suivre une tendance à la hausse tout au long de la période de soudure. Les nouvelles récoltes de juillet devraient combler les lacunes alimentaires grâce à la production automotile, mais pour des périodes plus courtes que pendant une année normale, car les récoltes devraient être inférieures à la moyenne.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Les réserves alimentaires des ménages pauvres, qui durent généralement jusqu'en avril, sont déjà presque épuisées en raison de la faible production en 2019, et les ménages pauvres, en particulier ceux des centres urbains et des PDI, ont commencé à acheter de la nourriture sur les marchés. Le pouvoir d'achat diminuant et les prix élevés, leur accès à la nourriture se détériore. La baisse continue du pouvoir d'achat entraînera une utilisation accrue des aliments sauvages entre février et mai. En outre,



certaines personnes déplacées se trouvent dans la brousse dans des zones inaccessibles à l'assistance. L'aide alimentaire est restée faible en janvier, représentant moins de 3 pour cent de la population. Par ailleurs, les données collectées en février auprès de focus groupes indiquent que plus de 30 pour cent des ménages adoptent des stratégies de crise d'accès à l'alimentation dont les plus communes sont la réduction de la quantité de nourriture consommées et du nombre de repas par jour. L'insécurité affecte également le fonctionnement normal des centres de santé. Dans les districts de santé de Bui, Oku, Kumbo, 23 à 65 pour cent des centres de santé ne sont pas fonctionnels (OCHA, août 2019). Cela limite l'accès aux soins. Cependant, en octobre, les taux de malnutrition aiguë sont restés inférieurs au seuil d'alerte (5,1 pour cent dans le Nord-Ouest et 7,4 pour cent dans le Sud-Ouest). Les ménages pauvres et des PDI restent exposés à une insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC) entre février et mai.

De juin à septembre, bien que la nourriture de la propre production augmente pour les ménages pauvres en raison de la première récolte de juillet, certains ménages pauvres continueront de recourir au marché en raison de la baisse des stocks. Ils continueront alors à recourir à des stratégies néfastes comme la consommation d'aliments moins préférés, la réduction des quantités consommées, la réduction du nombre de repas pris par jour. Cela entraînera une dégradation de leur consommation alimentaire. Outre le conflit, la détérioration des routes pendant la saison des pluies intense pourrait entraver la régularité de l'assistance aux ménages des zones enclavées. Les revenus générés de la vente du charbon, de la pratique du maraichage et des transferts de l'étranger ne suffiront pas pour combler la perte de gain issue de la vente de produits vivriers et des produits marchands. Ainsi, la détérioration de la consommation alimentaire et des moyens de subsistance et l'accès limité aux soins de santé pourraient affecter négativement l'état nutritionnel en particulier des enfants et des femmes enceintes et allaitantes. Par conséquent, tout au long de la période de projection, la prévalence de la malnutrition pourrait augmenter par rapport aux taux enregistrés en octobre 2019. L'insécurité alimentaire aiguë Crise (Phase 3 de l'IPC) pourrait persister tout au long de la période.

### Événements qui pourraient changer le scénario

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nord-Ouest et Sud-Ouest	Résolution du conflit	Cela permettra : -Retour des PDI à leur lieu d'origine -Augmentation de la production agricole et animale grâce à un meilleur accès aux exploitations agricoles, aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation / vétérinaires. Cela se traduira également par une augmentation des disponibilités alimentaires et une baisse des prix -Augmentation des flux commerciaux vers les marchés régionaux et nationaux et par conséquent augmentation des revenus agricoles pour les ménages pauvres
	Augmentation de l'aide alimentaire humanitaire	Une augmentation de l'assistance alimentaire contribuera à l'amélioration de l'accès à l'alimentation pour les communautés déplacées et affectées.
Nord-Ouest	Conflit pastoral entre les éleveurs du Nord-Ouest et ceux des communautés hôtes des régions de l'Ouest et de l'Adamaoua en raison de la concurrence accrue sur les pâturages et les ressources en eau.	Escalade de la violence qui peut potentiellement conduire au retour forcé des éleveurs, y compris la destruction et l'abandon de leur bétail et des activités d'élevage.
	Ouverture des frontières Nigéria-Cameroun	Augmentation des flux commerciaux vers les marchés régionaux et nationaux et par conséquent augmentation des revenus agricoles pour les ménages pauvres

**A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS**

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).